

requiert un consensus de la part des trois membres actuels. Le Canada a travaillé fort afin d'obtenir ce consensus à l'égard du Chili.

Nous entendons miser sur ce premier succès pour atteindre l'objectif établi lors du Sommet des Amériques à Miami, soit la mise en place du libre-échange à l'échelle du continent en 2005 au plus tard. Lors de sa visite en Amérique latine, le mois dernier, le premier ministre a donné le coup d'envoi aux consultations qui doivent nous rapprocher de cet objectif en proposant que des discussions aient lieu avec les pays du Mercosur en vue d'une intégration avec l'ALENA. C'est sur cette base que nous entendons construire, avec vigueur et réalisme à la fois.

Monsieur le Président, pour promouvoir le libre-échangisme, nous comptons aussi encourager la tenue, avec notre concours, de négociations visant à faire entrer dans le giron de l'Organisation mondiale du commerce plusieurs grandes économies qui opèrent actuellement en marge du système commercial international. Ces économies, notamment la Chine, Taiwan, la Russie et l'Arabie saoudite, sont d'importants intervenants sur le marché mondial.

De plus, nous rechercherons de nouveaux engagements par delà le Pacifique, auprès de nos partenaires au sein du mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Les économies de la région offrent d'excellents débouchés aux exportateurs canadiens; leur dynamisme est pour une bonne part à l'origine de la croissance mondiale. Pourtant, leur engagement envers le système commercial international – si l'on en juge par leur niveau d'acceptation des obligations qu'il impose – est encore loin d'être à la mesure des avantages qu'ils en retirent. Cette situation doit changer. Le Canada s'emploiera activement à susciter l'engagement voulu, notamment en faisant avancer la vision du libre-échange adoptée par les leaders de l'APEC à leur sommet de novembre dernier, en Indonésie.

Enfin, Monsieur le Président, il y a l'Europe. Certes, nos rapports commerciaux avec ce continent ne sont plus proportionnellement ce qu'ils étaient voilà une génération à peine, mais ils restent importants. De plus, nos liens d'investissement outre-Atlantique sont aujourd'hui plus forts que jamais. Alors, me direz-vous, comment réactiver la relation économique transatlantique, tout en misant sur l'expansion des accords régionaux pour maintenir la dynamique de libéralisation du commerce mondial? Cette question mérite réflexion, peu importe le mécanisme que nous finirons par mettre en place pour redonner vie à nos relations avec l'Europe.

Monsieur le Président, j'ai exposé brièvement plusieurs des éléments clés que le gouvernement entend mettre en oeuvre pour